



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

samedi 31 mars 1979

N° 16

PRIX : ANTILLES 1,50F
FRANCE 2F

Editorial

SUCCEES DE LA MARCHÉ

SUR PARIS : LA SUITE DEPEND
DE LA COMBATIVITE DES
TRAVAILLEURS.

Aux quelques 30 à 40.000 sidérurgistes venus du Nord de la Lorraine et du Centre de la France, se sont joints environ autant de travailleurs pour manifester dans les rues de Paris le vendredi 23. L'immense défilé qui a traversé la capitale a bien prouvé que les sidérurgistes rencontrent le soutien de larges fractions de la classe ouvrière et que leur lutte contre les licenciements est populaire. Le mécontentement des travailleurs français, menacés par le chômage, touchés par la hausse des prix, s'exprime actuellement par une série de luttes ici et là, d'escarmouches contre les patrons dans de nombreuses entreprises, et la colère des sidérurgistes du Nord et de Lorraine cristallise en quelque sorte cette inquiétude latente dans la population.

Les sidérurgistes ont choisi de se battre contre les licenciements. Cette lutte est certes difficile et implique que les travailleurs soient prêts à entamer des actions de grande envergure pour faire céder les patrons et le gouvernement. La marche sur Paris était une démonstration de force et un avertissement et elle a sans doute fait réfléchir les magnats de la sidérurgie, les Usinor et Sacilor qui jettent les travailleurs à la rue, mais aussi le gouvernement qui soutient ces capitalistes.

Cependant les travailleurs ne bénéficient pas à l'heure actuelle de ce qui pourrait accroître leur force et leur possibilité de faire reculer vraiment les patrons. Il leur manque une véritable unité d'action et une coordination de leurs luttes en un vaste mouvement d'ensemble qui seul pourrait arracher d'importantes concessions au patronat et au gouvernement.

Les syndicats portent une grave responsabilité dans cette situation. Le fait que la CGT ait appelé à la manifestation tandis que la CFDT trouvait un prétexte pour s'y refuser et que ni l'une ni l'autre n'ait fait d'effort pour parvenir à un accord, prouve que ces centrales syndicales se livrent à une guerre d'influence, dans laquelle finalement chacune défend avant tout sa boutique syndicale plus que les intérêts des travailleurs.

Quant aux partis de gauche, Parti Communiste et Parti Socialiste, ils sont eux aussi bien plus préoccupés de soigner avant tout leur image de marque et leur représentativité respective qu'à défendre réellement les intérêts des travailleurs devant l'offensive de la bourgeoisie.

Aussi les travailleurs français, comme l'ont fait les sidérurgistes à Longwy et à Denain, ont-ils plus intérêt à ne compter que sur eux-mêmes et sur leurs propres luttes pour imposer le respect de leurs revendications aux patrons et au gouvernement.

A TRINITE: LYCEENS ET PARENTS CONTRE LA REINSCRIPTION !



Loin de se calmer, la tension se durcit à Trinité, à cause de l'intransigeance stupide et de l'entêtement borné d'une administration qui ne conçoit les rapports avec les élèves qu'en termes de contrainte et d'épreuve de force.

Les lycéens soutenus par les parents n'ont pas hésité à montrer leur colère par des actes, en déchirant carrément les fiches de réinscription et en séquestrant les proviseurs du lycée et du LEP, MOETUS et GARCIA. Cette réinscription exigée par les proviseurs et le recteur ne pouvait en effet être considérée que comme une véritable insulte, une mesure autoritaire et répressive, prise dans le seul but de montrer aux élèves que l'administration a toujours le dernier mot.

Car en fin de compte, c'est bien le recteur, en accord avec les proviseurs, qui a fait fermer les établissements à Trinité, faisant ainsi perdre aux élèves une partie de leurs études. C'est bien l'attitude de l'administration, apportant ouvertement

son soutien aux enseignants racistes, qui a envenimé les choses et entraîné le mécontentement prolongé des élèves. Ce sont

bien les inscriptions injurieuses à caractère raciste et constituant une véritable provocation envers les élèves et les professeurs qui les soutenaient qui ont mis le feu aux poudres.

Les élèves de Trinité ont eu un réflexe de dignité. Ils ne pouvaient pas accepter de se laisser mépriser et insulter.

Maintenant l'administration du lycée et le recteur voudraient que ce soient eux qui soient considérés comme les fauteurs de trouble et les responsables de la fermeture des lycées. Ils voudraient que ce soient les lycéens qui soient punis pour avoir été provoqués par des actes et des inscriptions racistes.

En réalité, ce que les autorités cherchent à réprimer, c'est la combativité des élèves et le fait que ceux-ci n'ont pas baissé la tête mais se sont révoltés.

Mais cette fois-ci, mal leur en a pris. Ces

GUADELOUPE: APRES LES CANTONALES QUELQUES ESPOIRS DEÇUS A DROITE

En Guadeloupe, après le deuxième tour des élections cantonales, on ne peut pas dire qu'il y ait eu de bouleversement majeur. On peut cependant remarquer que dans plusieurs cantons où la droite nourrissait ouvertement quelques espoirs, son attente a été quelque peu déçue, pour ne pas dire plus.

Il en est ainsi à Capesterre, où le candidat RPR, Mathieu, n'a même pas osé se représenter au second tour face à Delacroix largement réélu. De même, au Moule, Hira, l'adjoint du maire de droite Beaujean, a été battu par l'ancien maire, Florent Girard (Rassemblement Démocratique et Anti-colonialiste).

Mais c'est à Petit-Bourg et à Anse-Bertrand/Port-Louis que les défaites de la droite ont dû être plus durement ressenties : en effet, s'y présentaient les deux députés RPR Maximin et Moustache. Or, leur échec n'est pas discutable, Larifla faisant un bien meilleur score face à Maximin que lors des municipa-

les et Edwige, adversaire de Moustache, augmentant ses voix par rapport à 1973.

Voilà qui incitera peut-être nos «parlementaires» à être plus modestes, eux qui après les législatives ne manquaient pas une occasion de se targuer de leur «représentativité» et de la «confiance» qu'avaient en eux les électeurs.

Oh, certes, cela ne va pas changer grand chose (tout comme, d'ailleurs, leur élection en tant que députés n'a pas entraîné de bouleversement catastrophique). Car le Conseil Général n'est pas, loin s'en faut, le lieu où se règlent les problèmes des travailleurs et les élections en général n'ont jamais rien changé à notre sort. Mais puisque ces messieurs, eux, font mine d'y attacher de l'importance, et cherchent une confirmation de leur succès de 78, le fait qu'ils aient «ramassé une veste» méritait d'être souligné.

M. R.

autorités, en la personne de proviseurs qui ressemblent plus à des adjudants de caserne qu'à des responsables de l'éducation de la jeunesse, auront appris à leurs dépens qu'on ne peut pas piétiner indéfiniment la dignité de cette jeunesse et qu'il arrive un moment où la colère déborde.

Fort-de-France

Policiers en colère

Comme on fait

son lit,

On se couche !

La nomination d'un inspecteur principal de police blanc à la place d'un martiniquais plus gradé et déjà en place a provoqué un vif mécontentement parmi les différents corps de la police martiniquaise. De plus cette nomination intervenait après l'arrivée dans le service de la police de trois officiers de la police judiciaire français, alors que plusieurs inspecteurs martiniquais ont réussi au concours d'inspecteur principal et attendent un poste.

Inspecteurs, enquêteurs, gardiens de la paix ont protesté vivement par l'intermédiaire de leur syndicat CGT-FO et ont même menacé de manifester contre ces discriminations.

Voilà donc la police qui crie au racisme et pleurniche dans les bras de la LICA (Ligue Internationale contre le racisme et l'antisémitisme) !

A les entendre, on pourrait croire que ces messieurs découvrent les discriminations raciales et les injustices qui sont monnaie courante depuis des années dans la Martinique coloniale.

Et pourtant, les policiers et tout particulièrement les gradés de la police ont toujours été les premiers à intervenir «pour maintenir l'ordre» des patrons lorsque les travailleurs luttent contre les injustices au niveau des salaires, ou bien contre les privilèges qui sont accordés aux cadres venant de France. Ils sont les premiers à se mettre aux ordres d'un pouvoir colonial qui sue le racisme. Ils se mettent aux ordres d'un pouvoir capitaliste et colonial basé sur l'exploitation d'une majorité de la population laborieuse martiniquaise.

Depuis de nombreuses années ce pouvoir les envoie contre les travailleurs qui se mettent en grève, contre ceux qui luttent contre les discriminations, contre les jeunes qui se dressent contre le racisme et les atteintes à leur dignité.

Alors puisqu'ils ont choisi de faire le sale travail des capitalistes et colonialistes de tout poil et souvent avec zèle, qu'ils ne fassent pas mine aujourd'hui de découvrir l'injustice et le racisme et encore moins de s'en plaindre.

Si aujourd'hui les gradés de la police sont à leur tour touchés par ces problèmes, ce n'est qu'un retour de bâton, un retour de la politique coloniale qu'ils s'appliquent eux-mêmes à faire respecter quotidiennement.

Comme on fait son lit, on se couche !

A PROPOS DES DISCRIMINATIONS RACIALES DANS L'EMPLOI



Des faits récents montrent qu'un mécontentement de plus en plus sensible s'exprime contre la venue et l'installation de Français en Martinique. La grève de la Colas contre le remplacement d'un chef de chantier antillais par un français, la protestation des policiers contre la nomination d'inspecteurs français à la place d'Antillais, la réaction des enseignants contre la venue de titulaires français de plus en plus nombreux, autant d'exemples qui montrent que ce problème agite de nombreux milieux. Certaines organisations prennent des positions très tranchées, comme le COREM (Comité de Résistance des Enseignants Martiniquais) qui avance le mot d'ordre «Professeurs français dehors», ou bien comme le Parti Progressiste Martiniquais qui se proclame un parti nationaliste, parle de «s'opposer à l'occupant», dénonce «l'envahissement des «Autres» qui s'emparent des emplois des Martiniquais et des Martiniquaises et proclame que «le Nègre se bat pour empêcher que son pays lui soit volé par les AUTRES» (Le Progressiste du 21/3/79).

Il est évident que si les Martiniquais ne trouvent pas de travail dans leur pays tandis que des Français se voient réserver de

nombreux postes et n'ont aucune peine à trouver immédiatement un emploi en arrivant aux Antilles, ce fait est la manifestation du colonialisme qui maintient la Martinique et la Guadeloupe sous la dépendance et l'emprise de l'Etat français. De nombreuses couches de la population ressentent de façon plus ou moins aiguë et plus ou moins accentuée cette situation coloniale où les injustices et les discriminations prennent obligatoirement un caractère racial.

Mais justement certaines catégories sont plus directement touchées que d'autres par l'occupation de plus en plus fréquente de certains postes par des Français.

Si de nombreux Antillais se sentent brimés de se voir refuser au profit de Français des places qu'ils pourraient parfaitement occuper, ou pour lesquelles ils postulent en vain depuis parfois des années, ce sont généralement des cadres, des diplômés, des enseignants, des intellectuels ou des techniciens de haut niveau, ou encore des fonctionnaires de l'administration qui ont grimpé dans la hiérarchie et qui se trouvent en concurrence directe avec leurs collègues français nommés en priorité sur les postes qu'ils briguent.

C'est donc essentiellement la petite-bourgeoisie qui se trouve directement concernée par ce problème. Il est effectivement bien plus rare que pareille question se pose dans le milieu ouvrier où les seuls Français auxquels les travailleurs ont affaire sont les chefs, la maîtrise et le patron. Mais les ouvriers eux-mêmes n'ont pas à défendre leur emploi contre une hypothétique concurrence d'ouvriers venus de France.

La revendication qui appelle au départ des «envahisseurs» ou des «occupants», est donc chère avant tout au cœur des petits-bourgeois antillais qui défendent à travers elle leur droit à travailler dans leur pays et à y trouver une place et un rang auxquels ils estiment avoir droit. Mais elle concerne beaucoup moins les travailleurs du rang, ouvriers et petits employés, qui eux ne se voient pas directement menacés dans leur emploi par la préférence accordée par le colonialisme aux Français contre les Antillais, mais constatent par contre qu'il manque effectivement du travail dans le pays pour des milliers de chômeurs et de jeunes contraints à l'émigration.

Ce fait social est important et permet de comprendre à qui s'adressent en priorité les revendications et les mots d'ordre avancés par les organisations nationalistes : à la petite-bourgeoisie nationale, et non à la classe ouvrière qui elle se trouve confrontée directement à l'exploitation capitaliste que ses exploités soient blancs ou noirs, français ou antillais.

C'est pour cela que les travailleurs ont aussi leur mot à dire et leurs revendications à exprimer sur cette question, et qu'ils doivent avant tout veiller à ne pas se laisser entraîner sur de fausses batailles qui laisseraient de côté leurs intérêts propres, à eux, en tant qu'ouvriers et exploités. S'ils doivent soutenir la petite-bourgeoisie nationale dans sa lutte contre le colonialisme, qui est une lutte légitime et nécessaire, ils doivent aussi mettre en avant des revendications qui défendent essentiellement leur position de classe et se battre contre toute forme d'oppression et d'exploitation.

De quelque côté qu'elles viennent, et quels que soient les bourgeois ou petits-bourgeois qui les représentent.

ELIZE VERS DE NOUVEAUX CHAMPS

La droite martiniquaise des Renard, Valère, Valcin et autres réactionnaires bornés n'a pas eu l'air de se rendre compte qu'elle venait de marquer un point important avec l'élection de Max Elizé au poste de conseiller général à Fort-de-France.

Il est vrai que pour y parvenir, Elizé a dû repousser du coude certains hommes de cette droite — Valcin et Joé Sainte-Rose notamment.

Comme Elizé est plutôt proche des Giscardiens, les autres qui sont du RPR lui font grise mine.

Et cela sans voir qu'enfin il y a dans la place forte du PPM — dans Fort-de-France — un homme politique, incontestablement de droite, mais bénéficiant d'une «bonne réputation» auprès d'une grande partie du milieu petit-bourgeois (intellectuels, commerçants et professions libérales) de la ville.

Elizé a ce que ni Valère, ni Joé Sainte-Rose et autres adversaires de Césaire n'ont jamais eu : un certain prestige. Et contre un parti comme le PPM qui est dirigé par Aimé Césaire, cela compte.

Elizé n'a pas raté une seule occasion de dire que les opposants du style du PPM ne sont pas, en fait, séparés de lui par une barrière infranchissable. Il a donné à tour de bras de «l'estimable» et du «respectable» à ceux qui sont autonomistes et même indépendantistes.



MAX ELIZE (photo Carib-Hebdo)

Bourgeois local aisé, ayant des affaires qui rayonnent sur la Caraïbe, il a des idées larges. S'il défend le statut actuel, c'est sans aucune passion et en insistant sur le fait que c'est valable maintenant. Autant dire que pour l'avenir il est prêt à une reconversion si nécessaire.

Du reste il se présente lui-même comme le rassembleur possible : «Je serais véritablement heureux que ce long débat, cette longue campagne va pouvoir permettre enfin aux uns et aux autres de faire fi des querelles stériles autour de la notion de «statut» et de considérer que seul l'intérêt de la Martinique compte» (France Antilles du 27/03/79).

Voilà donc un type d'homme politique que les travailleurs doivent connaître. Il joue au fond sur les sentiments nationaux existants au sein de la petite-bourgeoisie, mais aussi sur son désir de ne pas risquer inutilement une certaine aisance permise dans la situation actuelle.

Les autonomistes font un peu le même calcul. Ils s'appuient sur la soif de dignité de la petite-bourgeoisie cultivée, mais ne franchissent pas de limites que ne pourrait dépasser cette classe.

C'est dire donc que notre homme nouveau — providentiel peut-être dans d'autres circonstances, qui sait ? — va tenter de mordre de plus en plus sur le même électoralat que le PPM.

Alors on peut dire dès maintenant que de belles empoignades électorales — aux législatives ou aux municipales — se préparent entre Elizé et les partisans de Césaire.

Mais les travailleurs doivent savoir dès aujourd'hui qui est Elizé. Car en homme méthodique celui-ci a cherché d'abord à convaincre et avoir des soutiens dans le milieu qui est le sien — celui qu'il connaît le mieux. Mais le temps de l'Elizé populaire «ami des travailleurs» viendra aussi.

Il faudra alors ne pas en être dupes. Car quel que soit le vêtement qui l'habille, un homme politique de droite reste l'un des pires ennemis des travailleurs.

UGANDA : L'AGONIE D'UNE DICTATURE SANGUINAIRE

Les jours du régime d'Amin Dada semblent maintenant comptés. Une forte opposition, soutenue par la Tanzanie, a pratiquement déclenché une guerre civile contre le dictateur ougandais.

A l'heure actuelle l'Ouganda serait pratiquement coupé en deux, le nord tenu par Amin Dada et une partie des troupes, le sud contrôlé par les forces d'opposition qui y auraient installé un «conseil exécutif». Vingt-huit mouvements d'opposition ont nommé Yusuf Lule président de ce conseil.

Actuellement d'importants combats ont lieu entre les troupes fidèles à Amin Dada et l'opposition soutenue par les troupes tanzaniennes pour le contrôle des principaux points stratégiques du pays.

En fait, on pouvait s'attendre à de tels affrontements en Ouganda. Depuis plusieurs années l'opposition à partir de la Tanzanie était particulièrement active. Elle a probablement trouvé dans une bonne partie du pays une certaine approbation populaire contre un régime fou et sanglant et qui réduisait le pays à néant.

A plus ou moins brève échéance donc, le régime d'Amin Dada sera vaincu, à moins que l'on n'assiste à une sorte de partition du pays en nord et sud... Cela dépendra du rapport des forces entre l'opposition et les troupes restées fidèles à la dictature.

Mais, le régime ougandais actuel est de plus en plus isolé. Personne parmi les Etats impérialistes ne veut apparemment se compromettre avec lui. Pourtant, le mégalo-mane sanglant qui a dirigé l'Ouganda depuis près de neuf ans est bien un produit de la politique de l'impérialisme en Afrique et en particulier de l'impérialisme anglais. En laissant, après l'indépendance un pays extrêmement misérable et divisé, la voie était bien ouverte aux dictateurs du style Amin Dada et l'impérialisme anglais n'a pas manqué de l'entretenir et de le soutenir pour sauvegarder ses puissants intérêts dans



Amin Dada - un produit de l'impérialisme britannique.

cette région.

Ce n'est que depuis peu que le régime débile n'assurant plus la tranquillité nécessaire aux «bonnes affaires» impérialistes, l'impérialisme anglais a pris du champ.

Cependant même si l'opposition au régime parvient à faire tomber Amin Dada, elle le fera sur la base d'une large opposition unifiée contre celui-ci. Demain des divisions et d'autres combats peuvent opposer entre eux tous les nouveaux prétendants au pouvoir.

Les causes qui produisent des dictatures comme celle d'Amin Dada peuvent à tout moment produire les mêmes effets tant qu'elles existent. Ces causes sont nées de la domination impérialiste sur l'Afrique.

Seuls les travailleurs d'Afrique, ceux d'Ouganda comme ceux des autres pays, en s'organisant pour cela et en prenant le pouvoir pourront établir un régime démocratique agissant dans l'intérêt des peuples

Socaltra : RIEN N'EST REGLE



Après la grève de jeudi 22 et vendredi 23 rien n'est réglé à la Socaltra à l'heure où nous écrivons.

Pourtant au fil de la semaine écoulée la détermination des travailleurs de l'entreprise n'avait fait que grandir au point que ceux-ci entraient en grève le jeudi 22. Cette grève fut accompagnée de l'occupation du Bassin de Radoub et de l'immobilisation de deux bateaux venus réparer là.

Le patron de SOCALTRA s'inquiétait de la mobilisation ouvrière, et dès le vendredi commençait les tractations pour entrer la grève.

Il fut aidé en cela par deux membres du comité d'entreprise qui se distinguent depuis longtemps par leur zèle à courir au secours des patrons.

Ces deux individus — sans avoir été en aucune façon désignés pour cela — négocièrent un accord avec le patron de Socaltra. Cet accord, en fait un chiffon de papier sur lequel le patron griffonna rapidement quelques mots, n'apportait rien, sinon que les licenciements n'auraient pas lieu avant trois mois. Mais pour tout le reste, le patron n'a fait que se répéter. Il veut faire prendre une semaine de congé forcé sur les congés annuels ou alors il donne une mise à pied d'une semaine par mois pendant quatre mois.

Les moins décidés parmi les travailleurs de Socaltra ont cru devoir accepter cet «accord», mais les autres — la majorité — le refusa. Pour eux rien n'a changé. Il faut toujours faire face aux licenciements.

Mais le découragement ayant gagné une

partie des travailleurs. Ceux-ci s'estiment trahis et trompés par les démarches des deux membres du comité d'entreprise et ont repris le travail.

Après l'assemblée du lundi, les travailleurs décidèrent en effet de reprendre le travail sans accepter la proposition patronale.

Les plus décidés qui soutiennent le «Comité de lutte des travailleurs de Socaltra», comité élu en assemblée des travailleurs, se consacrent à convaincre les hésitants et à montrer ce qu'il y a de trompeur dans la politique et les propositions patronales.

Echo de la grève : UN DRAPEAU ROUGE SUR LES BARBELES.

Jeudi un drapeau rouge flottait sur les barbelés. Ce drapeau rouge nous a été gracieusement offert par notre chef dit «KI NOUVEL ? ».

En effet, jeudi vers 10h il y eut une scène d'attraction. «KI NOUVEL ? » entra en collision avec le piquet de grève du moment. Il tomba sur le plus petit d'entre nous en poids et en taille et manqua de chance pour lui il reçut une défaite. Cette défaite se solda par la perte de son tee-shirt rouge qui se retrouva planté un peu plus tard sur les barbelés.

Au moins «KI NOUVEL ? » a maintenant compris que le drapeau rouge est le symbole de la lutte des ouvriers !

Grève à la DDASS

Les employés de la DDASS s'appêtent à entrer en grève les 2 et 3 avril prochains. Ils en ont assez des décisions arbitraires et racistes de leur directrice Mme Pilachon. Dans notre numéro du 17 mars nous avons déjà signalé certains comportements méprisants et autoritaires de cette Mme Pilachon, à l'égard du personnel féminin, ainsi que des discriminations qu'elle pratique entre agents antillais et français.

Cette fois-ci, Mme Pilachon n'a pas hésité à s'enfermer à double tour dans le bureau d'une assistante sociale de Pointe-à-Pitre, pour l'accuser d'avoir rédigé un tract. Les menaces de Mme Pilachon vis-à-vis de cette employée sont une atteinte au droit des travailleurs de se syndiquer et de lutter pour leurs droits. Les travailleurs de la DDASS ont décidé de ne pas le tolérer. Ils se sont constitués en intersyndicale (CGTG, UGTG) et ont annoncé une grève afin de s'opposer à l'arrogance et à l'autoritarisme de Mme Pilachon et afin que cessent les discriminations sexistes et racistes pratiquées par les hauts fonctionnaires de ce service.

ECHOS ECHOS ECHOS ECHOS

HOPITAL_POINTE_A_PITRE

GASTRO : DEFENSE DE DERANGER LE CHEF... DE SERVICE.

Le chef de service de la gastrologie vient de manifester sa manie d'autorité. Une fois n'est pas coutume, c'est un surveillant qui en a fait récemment les frais.

Un malade était venu trouver ce surveillant pour lui demander de changer de service. L'interne ayant déclaré qu'il ne pouvait rien décider, le surveillant envoya donc le malade auprès du chef de service.

Mais ce dernier a une conception bien particulière des rapports humains : voilà un individu (le malade) qui, non seulement a le culot d'émettre un avis sur la façon dont il est soigné (pour 413 malheureux francs par jour !) mais en plus ose pénétrer dans le bureau du médecin !

La sanction ne s'est pas fait attendre : le surveillant, à quelques mois de la retraite, a écopé d'un avertissement, et le chef de service a demandé qu'il quitte son service.

On se demande vraiment ce que ce chef de service fait en gastrologie : c'est en psychiatrie, selon nous qu'est sa véritable place !

LES MICROBES PRENNENT L'ASCENSEUR !

Il faut vraiment beaucoup d'appétit aux malades du NCH et de Ricou, pour déguster la nourriture qui leur est offerte !

A la seule pensée que ce sont les mêmes ascenseurs qui transportent tout, leur faim doit être coupée !

Réalisons, que c'est dans le même ascenseur que passent le linge sale, les poubelles contenant des compresses, des pansements et du matériel, souillés et septiques, les détritiques alimentaires, mais aussi... les chariots transportant l'alimentation !

Pour la direction ce serait peut-être demander trop de d'installer un monte-charge ? Ce ne serait quand même qu'un minimum d'hygiène !

GUADELOUPE LES STATISTIQUES SUR LES FONCTIONNAIRES :

DES CHIFFRES QUI ILLUSTRONT LA POLITIQUE COLONIALE

D'après une récente publication de l'INSEE (Institut National de Statistiques et d'Etudes Economiques) le nombre des fonctionnaires de l'Etat en Guadeloupe a été multiplié par 5,5 en 22 ans, de 1954 à 1976. En mai 1976 on en comptait 20.705 représentant 31 % des emplois salariés, et 55 % de la masse salariale distribuée en Guadeloupe.

Cette même publication précise que 17 % des agents de l'Etat en Guadeloupe sont français et qu'en moyenne leur rémunération est supérieure de 23 % à l'ensemble des salaires distribués aux fonctionnaires guadeloupéens.

Ainsi, une partie importante de cette masse salariale est distribuée à quelques centaines de hauts fonctionnaires français et aux centaines de gendarmes, CRS et autres corps des forces de répression qui sont chargés de veiller à la bonne application de la politique coloniale en Guadeloupe.

De tels chiffres illustrent parfaitement le sous-développement économique des Antilles ainsi que la politique coloniale du gouvernement français dans les DOM. L'une de ses caractéristiques a été de rendre l'éco-

nomie locale dépendante de la métropole, tout en faisant circuler dans le pays une masse d'argent relativement importante. Cette masse d'argent distribuée en salaires lui permet de s'allier une frange de petits et moyens fonctionnaires locaux qui ont un niveau de vie supérieur à celui des travailleurs des autres branches. Ces fonctionnaires trouvent donc dans la situation actuelle de réels avantages matériels.

C'est ce qui explique que cette couche de travailleurs, importante pour un pays sous-développé pèse sur la vie politique.

Et elle pèse à la fois dans deux sens. Etant cultivée, elle a tendance à mettre en avant ses aspirations à la dignité et sa volonté de gérer elle-même les affaires des Antilles. Elle fournit ainsi de nombreux cadres aux partis de gauche — Partis communiste et socialiste.

Par contre, étant socialement largement plus aisée, vivant plus confortablement que la masse des travailleurs, cette couche de fonctionnaires modère tant qu'elle peut les luttes sociales et tempère le climat politique. Une fraction d'entre elle soutient d'ailleurs ouvertement le régime colonial dont elle tire ses relatifs privilèges.

La malnutrition et la faim : DES FLEAUX DUS A L'IMPERIALISME

Depuis quelques jours, un certain nombre d'interventions sous forme de conférences ou d'émissions télévisées ont été faites par des médecins sur la malnutrition.

Le caractère éducatif de telles initiatives est évident, car la malnutrition est une maladie très fréquente dans les pays sous-développés. Et des milliers d'Antillais sont touchés par cette maladie nutritionnelle dont la manifestation la plus grave est le Kwashiorkor.

Le Kwashiorkor est le fait d'une carence en protéines des enfants. Plusieurs facteurs sont en cause, mais la principale c'est bien les conditions matérielles dans lesquelles ces enfants vivent. Les protéines sont apportées par des aliments tels que le lait, la viande, le poisson... or aux Antilles ces aliments coûtent excessivement cher et ne sont donc pas à la portée de toutes les bourses. Alors dans l'impossibilité de donner régulièrement suffisamment de viande ou de lait à leurs enfants certains parents ne peuvent que les nourrir à «l'eau de café» à base de féculents. C'est pourquoi il est important que les familles antillaises connaissent l'existence et les causes de cette maladie qui peut compromettre l'avenir de leurs enfants. Cependant les conseils purement diététiques ne suffisent pas car la malnutrition est une maladie de la misère. Cette misère dont la société capitaliste est la seule responsable, société divisée en classes sociales avec d'un côté les riches et de l'autre les pauvres.

quer la réalité aux yeux des travailleurs.

Que des milliers de gens meurent de faim chaque année dans le monde cela est criminel. Et ce sont les Etats les plus riches qui en sont responsables car les bourgeois américains, français, anglais et autres des pays développés organisent la famine dans le monde en pillant, sans vergogne les pays du Tiers Monde et en exploitant féroce-ment les travailleurs de ces pays. Et par le biais de certaines institutions internationales, ceux-là même qui sont responsables de la misère qui règne sur la plus grande partie du globe, tentent, en faisant appel à la générosité populaire, de soulager le sort des victimes.



Il faut lutter contre la famine car il est inadmissible qu'en cette fin du 20ème siècle, où les progrès techniques réalisés sont fantastiques, que des hommes puissent encore mourir de faim.

Mais cette lutte est inséparable de la lutte qu'il faut mener contre les fauteurs de famine : les impérialistes.

Et c'est leur système qu'il faut changer pour que les hommes ne souffrent plus de la faim.

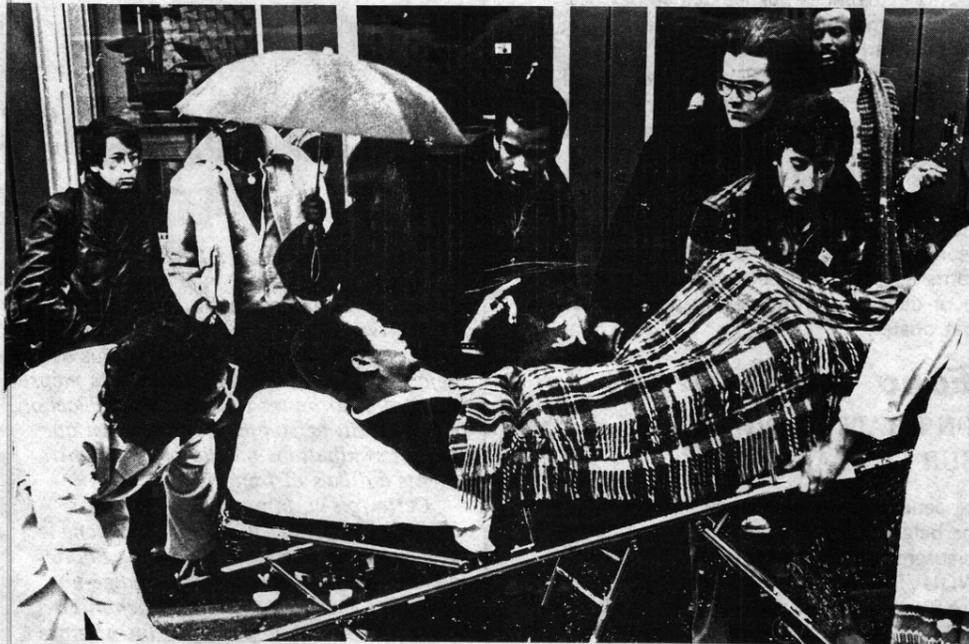
LUTTER CONTRE LA FAIM C'EST LUTTER POUR CHANGER LA SOCIETE.

Comme chaque année l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) entreprend une campagne contre la faim. C'est ainsi que par voie de presse on fait appel à la générosité de la population, lui demandant de verser un peu d'argent pour lutter contre la faim qui sévit dans les pays sous-développés (Inde, Amérique Latine, etc...) et qui fait chaque année des milliers de victimes.

Le succès obtenu chaque année aux Antilles par cette campagne est la preuve de la générosité «naturelle» de la population. Il n'en demeure pas moins que les pratiques de l'OMS sont hautement hypocrites car elle essaie de faire croire aux gens que c'est avec de la «générosité» qu'on pourra vaincre la famine. Et en agissant de la sorte cette institution internationale ne fait que mas-

Lyon : A propos de l'affaire Gros-Dubois

LA GRÈVE DE LA FAIM: UN MOYEN DÉSESPÉRÉ



Gros-Dubois, affaibli par sa grève de la faim est transféré sur un hôpital.

Victor Gros-Dubois a cessé sa grève de la faim. Il pense continuer sa lutte en attaquant l'administration sur le plan juridique.

Il est intéressant aujourd'hui de revenir sur le type d'action qu'est la grève de la faim. Gros-Dubois, tout comme de nombreux travailleurs écrasés par l'exploitation, n'a pas vu d'autre issue à la situation d'injustice qui lui est faite que ce moyen ultime qui pouvait mettre sa vie en danger.

Bien sûr Gros-Dubois était libre d'utiliser ce moyen. Mais nous devons dire clairement que la grève de la faim ne peut être que la dernière arme utilisée par celui qui, désespéré ou isolé, ne peut plus compter sur la lutte collective. En effet, c'est en luttant

ensemble que les travailleurs peuvent arriver à faire céder les exploités. C'est dans la solidarité, dans une lutte où tous unissent leurs forces, qu'il est possible de gagner véritablement.

Alors si Gros-Dubois a pu arriver à cette extrémité, c'est aussi parce qu'autour de lui, il n'avait pas trouvé, tant de la part des syndicats que de celle de ses camarades de travail, une solidarité active. Ou du moins celle-ci a pu mettre du temps à s'organiser et à se manifester.

Bien sûr, il est des cas, des circonstances où les opprimés n'ont pas le choix des armes. Il est des cas où l'individu ne peut plus supporter sa situation ni attendre qu'une

action collective l'aide à faire triompher ses revendications. Cela nous le comprenons fort bien.

Mais le devoir des travailleurs conscients comme celui de tout militant qui se réclame de la classe ouvrière, c'est de convaincre les autres que c'est par la lutte collective qu'ils feront le mieux aboutir ce qu'ils réclament. En aucun cas des militants révolutionnaires ne pourraient présenter la grève de la faim comme «le» bon moyen d'action. C'est un peu cela que des camarades du GRS militant à Lyon semblent avoir oublié ou ignoré.

Les militants révolutionnaires doivent être les premiers à dissuader un travailleur de se lancer dans la lutte isolée et désespérée qu'est la grève de la faim et à faire la plus large propagande pour proposer une action collective sur le problème posé, afin que la lutte d'un seul devienne celle de tous.

Ceci dit, il est évident que, à partir du moment où un travailleur ou toute autre victime du capitalisme a commencé une grève de la faim, il n'est pas question de mesurer son soutien. C'est sans limite qu'il faut faire connaître à tous les travailleurs l'injustice faite à celui qui lutte. Surtout il faut tout engager pour que cette lutte s'élargisse et soit reprise par d'autres avec tous les moyens de lutte collective qui sont à leur disposition.

Evelyne MAHE

EMIGRATION :

SUCCE DE LA SEMAINE

ANTILLAISE DU BLANC-MESNIL

Comme nous l'avions annoncé dans notre précédent numéro, du 18 au 25 mars dernier, s'est déroulée la semaine antillaise du Blanc-Mesnil.

Les films de cette semaine ont été très appréciés environ une centaine de personnes ont participé aux débats qui ont suivi.

La soirée du 24 mars a connu un véritable succès avec la présence de 800 personnes environ. A cette soirée étaient prévus une partie artistique très intéressante (Toto Bissainthe, Théâtre noir, Voltage 8) et un bal.

Cette semaine antillaise du Blanc-Mesnil fut très positive car à travers les discussions, les Antillais du Blanc-Mesnil ont décidé de rompre leur isolement. Cette volonté les animait d'autant plus qu'ils venaient de voir le film «En l'autre bord» de J. Kanapa, qui mettait en évidence, à travers les difficultés rencontrées par une mère de famille antillaise en France, la nécessité de nouer des liens d'amitié et de solidarité entre travailleurs.

JAMAÏQUE: BRUTALE ATTAQUE CONTRE LE NIVEAU DE VIE DES TRAVAILLEURS



A gauche, Michael MANLEY, le premier ministre jamaïcain.

La situation des travailleurs et de l'ensemble de la population laborieuse s'est considérablement aggravée en Jamaïque, ces derniers temps.

Au mois de février, le gouvernement de Manley a décidé des hausses de prix concernant 21 produits alimentaires, parmi lesquels le riz, le pain, le sucre, l'huile et le lait. Les hausses sur ces produits de première nécessité sont impressionnantes : le corned-beef augmente de 93 %, le poisson salé de 52 %, le maquereau en conserve de 51 %, le sucre de 33 %, le lait condensé de 31 %, le poulet de 25 %, le riz de 21 %, la farine de 18 %.

Pour donner une idée plus juste de ce que signifie pour les travailleurs cette brutale attaque contre leur niveau de vie, il faut savoir que le salaire minimum est à la Jamaïque de 24 dollars par semaine, soit à peine 4 dollars par jour pour vivre. Or, la boîte de corned-beef par exemple coûte désormais 1 dollar 93 !

Il semble que le gouvernement de Manley ait l'intention, dans les semaines qui viennent, de pratiquer d'autres hausses des prix. En même temps, il applique une politique draconienne de blocage des salaires. Jusqu'à présent, il était interdit d'accorder aux travailleurs des augmentations de plus de 15 %. Mais le ministre du travail, Isaacs, a annoncé qu'il s'opposerait désormais à toute augmentation des salaires dans les entreprises réalisant moins de 20 % de profit !

Le gouvernement «populaire» de Manley justifie ces mesures anti-ouvrières en arguant

de l'inflation considérable (47 % en 1978) et la dévaluation du dollar jamaïcain. Par ailleurs, le gouvernement a fait appel au Fonds Monétaire International pour renflouer ses finances. Mais cet organisme, contrôlé en fait par l'impérialisme américain, n'accorde pas son aide bénévolement : il a exigé que le gouvernement Manley prenne des mesures «d'assainissement» de sa situation financière. Un tel «assainissement», pour les capitalistes, ne pouvait se faire que sur le dos des travailleurs, dont la situation était pourtant déjà critique.

Mais ces derniers ne restent pas sans réagir. Ainsi, à l'annonce de ces hausses de prix, les travailleurs des hôpitaux ont cessé le travail à travers tout le pays. Devant leur détermination, le ministre de la Santé dut se déplacer pour discuter avec eux de leurs revendications. Au mois de janvier, après des manifestations de masse, le gouvernement dut en partie revenir sur l'augmentation prévue du prix de l'essence.

Sur le plan politique, la situation est loin d'être claire. Le gouvernement de Manley, considéré comme progressiste, doit faire face à l'opposition du JLP (Parti travailliste jamaïcain), qui malgré son nom, est en fait un parti de droite, qui dans le passé a lui aussi mené une politique anti-ouvrière. Ce parti tente d'exploiter à son profit le mécontentement populaire. En janvier, il était à l'origine de diverses protestations qui connurent une certaine ampleur. Fin février, il organisa une journée nationale de protestation. Mais, ne voulant sans doute pas trop stimuler l'initiative des travailleurs, il avait appelé les patrons eux-mêmes à fermer leurs entreprises : une telle politique tendait à faire croire aux travailleurs qu'ils ont des intérêts communs avec les capitalistes.

Face à tout cela, la politique des organisations ouvrières, et notamment syndicales, semble timorée. Jusqu'à présent, les syndicats avaient plutôt soutenu le gouvernement Manley face au JLP, ce qui explique sans doute leur attitude. Certains militants d'extrême-gauche regroupés autour de la Revolutionary Marxist League (RML), dont l'influence est cependant réduite, tentent d'appeler à la grève générale, qui serait effectivement la meilleure réponse que la classe ouvrière de Jamaïque puisse opposer aux terribles attaques portées contre ses conditions d'existence.

Max RODON

«JA KA TA» EMBARRASSÉ : QUAND TOMBENT LES IDOLES...



Prisonniers chinois au Vietnam.

Les nationalistes du journal JA KA TA, qui ont toujours présenté les régimes nationalistes mis en place au Vietnam Chine ou Cambodge comme des modèles à suivre, ont eu l'air bien embarrassés dans leur article «La main de Moscou» pour expliquer leur position face à l'intervention des troupes vietnamiennes aux côtés du FUNSK (Front Uni pour le salut du Kampuchéa) en janvier dernier.

Il leur a fallu bien des contorsions pour expliquer que du temps de Ho Chi Minh, la lutte des Vietnamiens était juste, mais qu'avec ses héritiers elle s'est transformée en lutte «des forces d'agression contre le Cambodge».

Voilà leurs anciennes idoles de l'«Esprit de l'indépendance» des peuples, ou leurs héritiers qui se transforment en «agresseurs».

Les journalistes de JA KA TA ne seront sans doute pas plus à l'aise dans leur prochain numéro pour expliquer l'intervention des troupes chinoises au Vietnam en Février dernier.

En se plaçant strictement du point de vue de l'atteinte à l'indépendance nationale et à l'intégrité territoriale du pays, l'intervention chinoise est tout autant condamnable.

Alors, de Hanoi à Pékin, des héritiers de Ho-Chi-Minh à ceux de Mao-Tsé-Toung, les idoles et les références idéologiques des militants nationalistes tombent.

Et c'est inévitable, puisque ces dirigeants chinois ou vietnamiens pour courageux et radicaux qu'ils furent, ont toujours défendu uniquement leurs intérêts nationaux. Or il se trouve que ces intérêts s'affrontent bien souvent à ceux d'autres pays.

De désillusions en désillusions, les nationalistes de JA KA TA finiront bien par se débarrasser de tout le «fatras mao-nationaliste» intitulé faussement marxisme-léninisme qu'ils trimbalent difficilement derrière eux. Ils ne chercheront plus alors à se réclamer ni de l'oncle «HO», ni de Mao. Si c'était le cas, les travailleurs n'auraient pas à s'en plaindre car ils apparaîtraient aux yeux de tous tels qu'ils sont, sans fard, des militants de la petite-bourgeoisie qui luttent pour la libération nationale et la direction d'un futur Etat guadeloupéen.

Marianne TIBUS

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

(GUADELOUPE)

ou B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

(MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier

B.P. 80

93302 AUBERVILLIERS

Cédex

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N°51728